James Harris, The Great Fear: Stalin's Terror in the 1930s

Gábor T. Rittersporn

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/10167>

DOI : 10.4000/monderusse.10167

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2017

Pagination : 710-714

ISBN : 978-2-7132-2698-4

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Gábor T. Rittersporn, « James Harris, The Great Fear: Stalin's Terror in the 1930s », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 58/4 | 2017, mis en ligne le 01 octobre 2017, consulté le 06 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/10167> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.10167>

James HARRIS

The Great Fear

Stalin's Terror in the 1930s

Oxford : Oxford University Press, 2016, x + 205 p.

Longtemps, nous avons eu tendance à attribuer au pouvoir absolu les agissements, de prime abord irrationnels, d'un régime, la violence et la terreur déployées par tel gouvernement ou les comportements imprévisibles de certains hommes d'État,

un pouvoir absolu que rien n'ébranle et que personne ne peut espérer affronter avec succès. Il était assez rare que l'idée nous effleure d'examiner de près les défis que ces hommes tentaient de relever, l'interprétation qu'ils en avaient. Il était tout aussi rare de nous poser la question de l'existence même de ces problèmes qu'ils croyaient résoudre. Depuis quelques décennies, nous devons, au quotidien, appréhender toujours plus d'absurdités qui transforment notre vision. Nous nous posons de plus en plus la question de savoir comment saisir l'arbitraire dans le concret. À quoi réagit-il, comment les acteurs le rationalisent-ils et quelles sont ses limites. Depuis les années 1960, nous nous interrogeons sur la nature du pouvoir dans le sillage de Michel Foucault et de ses prédécesseurs, parfois négligés, de l'École de Francfort, Norbert Elias, Günther Anders ou Alfred Schütz.

Le livre de James Harris sur la peur qu'il découvre derrière l'évolution sinueuse de la politique soviétique pose quelques-unes de ces questions et apporte d'intéressantes réponses. C'est un auteur qui n'alourdit pas son propos avec des excursions dans les dimensions théoriques de sa problématique. Il explore des circonstances qui apeuraient les bolcheviks et leurs dirigeants entre la révolution et la Seconde Guerre mondiale, leurs manières de se les représenter et leurs ripostes à toutes sortes de menaces authentiques et imaginaires. Il fait bon usage d'un large éventail de matériaux qu'il place sous un nouvel éclairage.

La lecture habituelle des sources privilégie l'analyse critique de leur contenu en tant que tel. Harris tente de les lire comme les empreintes négatives de problèmes dont les acteurs de son récit sont conscients, mais pas nécessairement à même de les décrypter. Certes, l'auteur s'intéresse aux problèmes, mais il veut surtout trouver les indices de leur interaction avec des phénomènes sociaux et des pratiques politiques qu'ils ne devraient pas toujours motiver. Harris veut comprendre la logique des réponses des bolcheviks à des questions aisément saisissables et voir si leurs réactions sont proportionnelles aux dangers qu'ils identifient. Chemin faisant, il distingue des problèmes créés par la logique bolchevique d'autres, imaginés à partir de cette logique.

Harris place son travail dans la perspective d'une esquisse succincte de quelques sources sur les inquiétudes qui travaillaient les esprits des souverains et des politiciens de l'Ancien Régime. Il s'agit, d'une part, de tendances centrifuges et d'intrigues de cour dans un empire autocratique, de l'autre, de la position géostratégique de la Russie et des territoires acquis au cours de son histoire. L'héritage géostratégique de l'Union soviétique était une constante qui pesait lourd sur la politique étrangère des bolcheviks. En revanche, ceux-ci avaient quelques raisons de croire qu'ils avaient radicalement changé les paramètres structurels et doctrinaux de l'autocratie. Malgré tout, la nature autoritaire de leur art de gouverner un immense territoire composé de régions fort différentes, leur idéal d'un appareil d'État centralisé et la multitude d'intérêts particuliers qui affaiblissaient ce dernier sont des facteurs comparables aux contraintes auxquelles devaient faire face leurs prédécesseurs.

L'ambition centralisatrice du gouvernement des tsars était bien moins radicale que celle des bolcheviks. De même, l'administration soviétique tentait d'assumer la direction de l'économie nationale et de contrôler toutes les sphères de la vie sociale

susceptibles d'influencer l'exercice du pouvoir, alors que celle de l'autocratie n'avait pas épaulé ces tâches. On peut se demander également à quel point l'incapacité des nouveaux maîtres à conceptualiser les limites de leur action ressemblait aux origines des faux calculs systématiques du monarque et de ses officiels. Quoi qu'il en soit, Harris insiste moins sur les continuités que sur ce qu'on peut comprendre comme la préhistoire des peurs des bolcheviks et il évite de chercher à tout prix des analogies qui pourraient se révéler hasardeuses.

Le fait que les vainqueurs d'Octobre avaient entrepris, sans alliés sur l'échiquier international, leur tentative de changer le monde russe aussi bien que le monde en tant que tel est très révélateur de leur crainte permanente d'échouer. Dès le début de leur aventure, ils avaient dû affronter des armées et des gouvernements rivaux qui bénéficiaient de l'appui de puissances étrangères. Après leur victoire, ils avaient dû faire face à la méfiance et au mépris des élites gouvernementales du monde sur lequel ils voulaient répandre les bienfaits douteux du régime qu'ils avaient réussi à établir. L'hostilité que les bolcheviks éprouvaient de la part de tous les gouvernements avait de quoi les préoccuper. Ceci étant dit, ils confondaient une hostilité bien réelle avec une volonté avérée d'agression militaire, dont ils avaient une forte tendance à voir partout les signes avant-coureurs.

Les dirigeants soviétiques localisaient l'un de ces signes dans la présence de colonies d'émigrés dans les États qu'ils jugeaient les plus dangereux et dans les pays de leur voisinage immédiat. Pour eux, l'émigration était synonyme d'intrigues politiques dans les plus hauts milieux gouvernementaux de puissances préparées à l'assaut, d'une phalange prête à prendre les armes à n'importe quel moment et d'activités subversives dans toute l'URSS. La moindre nouvelle d'une rencontre de politiciens et aristocrates déchus avec des officiels d'un État quelconque, ne serait-ce que lors d'un événement mondain, de fantasmes revanchistes dans tel ou tel autre groupe, club ou association culturelle ou de la capture à la frontière d'un expatrié ou d'une personne prise pour telle qui tentait d'entrer dans le pays, était susceptible d'interprétations alarmistes.

Les informations sur les incidents de la sorte ne manquaient pas. Les services secrets ne se lassaient pas de dépister les indices de dangers redoutables et de les rapporter à la direction du pays. La correspondance de Stalin avec ses lieutenants montre qu'ils étaient enclins à juger la situation internationale en se fondant sur ces indices. Harris explique que les services de renseignement avaient tout intérêt à faire la démonstration de leurs mérites, même dans les cas où ils n'en avaient aucun, et à exagérer quelque peu la portée de faits somme toute anodins. Mais il montre également que les agents et leurs chefs partageaient sans réserve la vision de menaces omniprésentes. Au début des années 1930, Stalin acceptait comme preuve d'une attaque imminente de puissances occidentales même des aveux de prisonniers politiques dont il ne pouvait pas ignorer qu'ils avaient été arrachés sous la contrainte. Un luxe d'événements, de l'occupation de la Mandchourie par le Japon jusqu'aux accords de Munich, semblait justifier, et en partie justifiait, les inquiétudes.

L'étendue des activités soviétiques de renseignement dans le monde était sans rivale. Elle avait tout pour suggérer l'idée que l'URSS regorgeait d'espions, alors

que la documentation accessible aujourd'hui montre qu'il n'en était rien. Dans le même temps, les réseaux enchevêtrés, les erreurs d'appréciation vérifiables et les défections des agents et de leurs contacts dans une multitude de pays ne contribuaient pas nécessairement à leur crédibilité. Dès lors, Stalin et ses comparses pouvaient négliger des informations cruciales comme ce fut le cas à la veille de l'invasion nazie.

La suspicion dont l'Union soviétique faisait constamment preuve face au pire et l'espionnage ne relevaient pas d'une psychose au sens clinique du terme. Harris montre que les premières expériences postrévolutionnaires des bolcheviks et leur vision d'un impérialisme dont la nature était censée impliquer le renversement du régime soviétique produisaient une logique cohérente qui pouvait stimuler une vigilance indispensable aussi bien qu'une incapacité à appréhender des situations non anticipées ou à entrevoir des opportunités inopinées par la faute des idées reçues et donc une incapacité à agir en conséquence. Harris explique également que la tendance de Stalin et de ses ouailles à voir partout de la subversion dans le pays n'avait rien d'une paranoïa malade. Une logique similaire à celle qui avait construit l'imagerie d'un danger mortel venant de l'étranger suggérait que les nombreux échecs de la mise en œuvre d'une politique mal conçue de modernisation étaient imputables à un sabotage systématique et que les personnes à qui on cherchait à en attribuer la responsabilité étaient des éléments hostiles à la cause bolchevique et des conspirateurs redoutables.

Puisque les bolcheviks intransigeants étaient convaincus que cette politique représentait les meilleurs intérêts du régime et des masses qui le soutenaient, il n'était pas tout à fait irrationnel de leur part de supposer que ses revers pouvaient résulter des machinations d'opposants de toutes espèces et d'agents à la solde de l'étranger. Le fort élément volontariste de leur stratégie de développement les prédisposait à adopter le principe qu'elle se heurtait au manque de volonté ou à la mauvaise volonté de cadres aussi bien que de travailleurs. Stalin était le premier à agir en vertu de ce principe. Il ne voulait pas accepter l'idée que son programme pouvait se heurter à des obstacles inhérents à la politique qu'il dictait. On peut documenter qu'à partir de la fin des années 1920, il croyait deviner la duplicité même d'officiels haut placés et de camarades d'armes de longue date, dès qu'il pensait nécessaire de trouver les responsables de difficultés dont il aurait dû chercher les origines dans sa politique.

Cette ambiance explique l'émergence à tous les échelons de l'appareil de réseaux de solidarité de cadres qui faisaient tout pour dissimuler la situation qui régnait dans leurs administrations et pour protéger leurs affiliés. Ces personnes soutenaient le régime. Elles n'étaient pas à même de voir qu'on pouvait percevoir leurs activités comme autant de manœuvres destinées à le saper. Elles participaient elles-mêmes à la dénonciation d'individus soupçonnables de sabotage. Grande était leur surprise si elles en étaient accusées elles-mêmes.

Dans ces circonstances, la logique bolchevique impliquait une imagerie de conspirations omniprésentes. Les quelques groupes éphémères d'anciens opposants qui s'étaient formés après les premiers échecs du projet modernisateur

évoquaient le spectre de manigances politiques inspirées par les propositions de fractions défunctes des années 1920. Les chimères du sabotage, de la duplicité, des complots, d'opposants rebelles et de la subversion étrangère allaient fusionner dans une masse critique qui fut à l'origine des épurations sanglantes des années 1930.

Stalin et ses sbires n'éprouvèrent aucun scrupule à déployer une vague de terreur dans l'État-parti. Son cours justifiait leurs craintes, car il était émaillé par les tentatives des officiels et de leurs groupes de sauver leurs peaux et celles de leurs alliés ainsi que d'orienter la purge vers d'autres cibles. La conjoncture les encourageait à faire montre de leurs qualités en sévissant dans le cadre d'une campagne gigantesque de terreur déployée contre les masses qui conduisit à plus d'un million d'exécutions et de déportations. Cette campagne fut motivée par une autre peur des bolcheviks qui redoutaient les tensions sociales latentes entre le régime et le reste de la population. Fidèles à leur logique, ils rationalisaient le massacre par une menace de la part d'éléments subversifs au lieu d'appréhender la nature des conflits internes du système.

Le paysage décrit par Harris n'était pas dominé par un dictateur ni par sa dictature toute-puissante et inconséquente. Il était façonné par les angoisses d'une élite dont les craintes concernant la solidité et les mérites de son régime engendraient une logique qui pouvait devenir meurtrière et qui contribuait à reproduire ses peurs. L'exercice de son pouvoir produisait ses propres limites, que la logique interne du système ne pouvait pas déchiffrer ni ne permettait de dépasser.

L'étude de James Harris apporte un éclairage nouveau à cette tendance historiographique qui, depuis une quarantaine d'années, tente de lire les conflits sociaux et politiques dans l'URSS et qu'on a l'habitude d'appeler, à tort ou à raison, révisionniste. Le livre a quelques chances de provoquer des polémiques. Peut-on espérer qu'elles porteront sur le travail de l'auteur et non sur la tendance à laquelle il s'apparente ?

Gábor T. Rittersporn

Centre national de la recherche scientifique